

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (\*)

17 DÉCEMBRE 1996

### PROJET DE LOI

**relatif à la participation de la  
Belgique à la première augmentation  
générale du capital de la Banque  
Européenne pour la Reconstruction  
et le Développement**

### EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'accord portant création de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement a été signé lors d'une Réunion interministérielle qui s'est tenue à Paris le 29 mai 1990.

Cette signature constituait l'aboutissement d'un processus de négociation qui avait débuté à Strasbourg le 25 octobre 1989. A cette occasion, le Président de la République française, en sa qualité de Président du Conseil Européen, avait lancé devant le Parlement Européen l'idée d'une nouvelle institution financière qui permettrait de canaliser une action rapide en direction des pays d'Europe centrale et orientale s'ouvrant à la démocratie.

L'objet de la Banque dont le siège social a été fixé à Londres est de favoriser la transition des pays d'Europe centrale et orientale ainsi que des républiques de l'ex-URSS vers des économies de marché et d'y promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise en contribuant au progrès et à la reconstruction économiques des pays qui se sont engagés à respecter et à mettre en pratique les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché. Contrairement aux autres banques multilatérales de

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (\*)

17 DECEMBER 1996

### WETSONTWERP

**betreffende de deelneming van België  
aan de eerste algemene verhoging  
van het kapitaal van de Europese  
Bank voor Wederopbouw  
en Ontwikkeling**

### MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het Akkoord houdende oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling werd ondertekend ter gelegenheid van een Interministériële vergadering te Parijs op 29 mei 1990.

Deze ondertekening vormde het slotstuk van een onderhandelingsproces dat begon in Straatsburg op 25 oktober 1989 op het ogenblik dat de President van de Franse Republiek, als Voorzitter van de Europese Raad, voor het Europees Parlement de idée lanceerde van een instelling die het mogelijk moest maken een snelle actie naar de landen van Centraal- en Oost-Europa, die openstaan voor een democratie, te kanaliseren.

Het doel van de Bank met maatschappelijke zetel te Londen is de overgang van de landen van Centraal- en Oost-Europa alsook van de republieken van de voormalige USSR naar een markteconomie te bevorderen en er het privé-initiatief en de ondernemingsgeest aan te moedigen door bij te dragen tot de economische vooruitgang en wederopbouw van de landen die zich ertoe verbonden hebben de beginsel van een pluralistische democratie, van het pluralisme en van de markteconomie te respecteren en in

(\*) Troisième session de la 49<sup>e</sup> législature.

(\*) Derde zitting van de 49<sup>e</sup> zittingsperiode.

développement, la BERD finance à la fois le secteur public et le secteur privé.

Son capital initial a été fixé à 10 milliards d'ECU et est actuellement réparti entre 58 pays (22 Européens, 10 non-Européens et 26 pays d'opérations) et deux institutions (Commission et Banque Européenne d'Investissement). Trente pour-cent de ce capital ont été libérés, le solde étant appelable. Les souscriptions étaient payables sur cinq années (1991-1995).

La Belgique est devenue membre de cette institution en date du 11 avril 1991 (Loi du 10 avril 1991, *Moniteur belge* du 13 avril 1991), avec une souscription au capital égale à 2,28 %. La Banque a officiellement commencé ses opérations le 15 avril 1991.

L'article 5 des Statuts de la Banque prévoit que le Conseil des Gouverneurs doit procéder à un examen du capital social de la Banque au moins tous les cinq ans. L'échéance se situe en 1996. En vue de se conformer à cette prescription, le Conseil d'administration a évalué l'action de la Banque depuis sa création ainsi que les moyens financiers dont elle devrait disposer pour poursuivre ses opérations conformément à sa stratégie à moyen terme.

Cette évaluation a permis de conclure qu'au cours des premières années de son fonctionnement, la Banque a rempli avec succès le mandat et les objectifs que le Conseil d'administration lui a fixés, tout en appliquant une politique de maîtrise rigoureuse des coûts. L'exercice 1996 constituera la troisième année de croissance nulle du budget de la Banque en valeur réelle, tandis que, pendant la même période, son portefeuille aura triplé.

Au 31 décembre 1995, les résultats financiers, meilleurs que prévus, s'établissaient à 82,9 millions ECU avant provisions et 7,5 millions ECU après provisions. Le revenu brut provenant des opérations bancaires (intérêts, commissions, dividendes, plus-values sur ventes de titres) a plus que doublé par rapport à 1994 et a atteint 168,5 millions ECU. Les revenus de placement ont eux aussi enregistré une progression en passant de 290 à 310 millions ECU. La BERD présente une situation financière solide en utilisant avec prudence des politiques de gestion des risques de portefeuille et d'investissement modernes. La politique de provisionnement est sans cesse perfectionnée et celle de trésorerie s'est encore affinée. Au cours de 1995, un programme d'amélioration de la gestion des risques a été institué. Il prévoit notamment la création d'un service indépendant de contrôle des risques à qui il appartient de mesurer et de contrôler systématiquement tous les risques pertinents et de veiller à la mise en œuvre d'une politique active de réduction des risques.

Au cours de ses cinq premières années d'opérations, la BERD a été confrontée à l'environnement difficile qui règnait dans la plupart de ses pays d'opérations ainsi qu'aux limites de son propre développement institutionnel. L'accélération des progrès des

de la pratique pour être mis en œuvre. En opposition à d'autres banques multilatérales, la BERD finance le secteur public et le secteur privé.

Le capital initial de la BERD a été fixé à 10 milliards d'ECU et est actuellement réparti entre 58 pays (22 Européens, 10 non-Européens et 26 pays d'opérations) et deux institutions (Commission et Banque Européenne d'Investissement). Trente pour-cent de ce capital ont été libérés, le solde étant appelable. Les souscriptions étaient payables sur cinq années (1991-1995).

La Belgique est devenue membre de cette institution en date du 11 avril 1991 (Loi du 10 avril 1991, *Moniteur belge* du 13 avril 1991), avec une souscription au capital égale à 2,28 %. La Banque a officiellement commencé ses opérations le 15 avril 1991.

L'article 5 des Statuts de la Banque prévoit que le Conseil des Gouverneurs doit procéder à un examen du capital social de la Banque au moins tous les cinq ans. L'échéance se situe en 1996. En vue de se conformer à cette prescription, le Conseil d'administration a évalué l'action de la Banque depuis sa création ainsi que les moyens financiers dont elle devrait disposer pour poursuivre ses opérations conformément à sa stratégie à moyen terme.

Cette évaluation a permis de conclure qu'au cours des premières années de son fonctionnement, la Banque a rempli avec succès le mandat et les objectifs que le Conseil d'administration lui a fixés, tout en appliquant une politique de maîtrise rigoureuse des coûts. L'exercice 1996 constituera la troisième année de croissance nulle du budget de la Banque en valeur réelle, tandis que, pendant la même période, son portefeuille aura triplé.

Au 31 décembre 1995, les résultats financiers, meilleurs que prévus, s'établissaient à 82,9 millions ECU avant provisions et 7,5 millions ECU après provisions. Le revenu brut provenant des opérations bancaires (intérêts, commissions, dividendes, plus-values sur ventes de titres) a plus que doublé par rapport à 1994 et a atteint 168,5 millions ECU. Les revenus de placement ont eux aussi enregistré une progression en passant de 290 à 310 millions ECU. La BERD présente une situation financière solide en utilisant avec prudence des politiques de gestion des risques de portefeuille et d'investissement modernes. La politique de provisionnement est sans cesse perfectionnée et celle de trésorerie s'est encore affinée. Au cours de 1995, un programme d'amélioration de la gestion des risques a été institué. Il prévoit notamment la création d'un service indépendant de contrôle des risques à qui il appartient de mesurer et de contrôler systématiquement tous les risques pertinents et de veiller à la mise en œuvre d'une politique active de réduction des risques.

Tijdens de vijf eerste werkingsjaren werd de EBWO geconfronteerd met een moeilijk klimaat in de meeste van de ontlenende landen alsook met de grenzen van haar eigen institutionele ontwikkeling. De versnelde vooruitgang van de hervormingen in

réformes dans un grand nombre de pays a toutefois stimulé la croissance économique et la demande des services de la BERD. La Banque a su répondre avec souplesse et efficacité au point que, à la fin de 1995, le montant des engagements cumulés s'élevait à 5,93 milliards d'ECU et celui des projets approuvés par le Conseil d'administration à 7,85 milliards d'ECU.

Cette évolution s'est accompagnée d'un glissement progressif des opérations de la Banque vers l'Est. C'est ainsi que le volume des opérations dans les pays de l'Association de libre-échange d'Europe centrale (Républiques tchèque et slovaque, Hongrie, Pologne et Slovénie) a diminué de 49 % en 1993 et 46 % en 1994 à seulement 33 % en 1995. Dans le même temps, le poids des pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) a approché les 40 % en 1995 avec la Fédération de Russie obtenant près de 20 % des engagements, les pays CEI d'Europe (Bélarus, Ukraine, Moldavie) 9,3 %, les Républiques d'Asie centrale (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Turkménistan) 9,1 %, les pays baltes 4,4 % et les autres pays d'Europe de l'Est (Roumanie, Bulgarie, Albanie, Croatie, Macédoine) 23,2 %. La faiblesse des engagements à l'égard des pays d'Asie centrale résulte à la fois du fait que la Banque concentre ses activités sur le secteur privé et du fait que le stade de développement de celui-ci dans ces pays est encore très embryonnaire. La Bosnie-Herzégovine et le Tadjikistan sont les deux seuls pays à n'avoir pas encore bénéficié de prêts de la Banque en raison, pour le premier de son adhésion récente et, pour le second, en raison de la situation politico-militaire confuse qui y règne.

Mais si le glissement progressif des opérations était prévisible, il n'en reste pas moins vrai que beaucoup reste à faire pour répondre aux besoins spécifiques, mais bien réels, des pays les plus avancés de la région. C'est pourquoi, à l'occasion de l'Assemblée annuelle de la BERD, à Sofia, en avril 1996, j'ai invité la Banque à se doter d'une politique de graduation qui se fonde sur le principe qu'une cessation des prêts ne pourra sérieusement être envisagée que lorsqu'il ne sera plus possible pour la Banque de satisfaire aux trois règles de base contenues dans ses Statuts : répondre au critère d'additionalité, se conformer aux principes d'une saine gestion bancaire et faire progresser la transition. Dans ce domaine, même si la Banque a permis à un certain nombre de pays d'atteindre un stade intermédiaire de transition, beaucoup reste encore à faire, notamment pour consolider l'ensemble des institutions caractérisant une économie de marché. Au fur et à mesure que les pays progresseront dans la voie de la transition, ils devront pouvoir continuer à faire appel à la Banque pour la qualité des conseils qu'elle peut apporter à la réalisation de leurs projets. A cet égard, la politique de graduation dont la Banque doit se doter devrait

een groot aantal landen heeft evenwel de economische groei en de vraag naar de diensten van de EBWO gestimuleerd. De Bank heeft hierop soepel en doeltreffend gereageerd zodanig dat, einde 1995 het gecumuleerd bedrag van de verbintenissen 5,93 miljard ECU en dat van de door de Raad van Bestuur goedgekeurde projecten 7,85 miljard ECU bedroeg.

Deze evolutie ging gepaard met een progressieve verschuiving van de activiteiten van de Bank naar het Oosten. Het is daarom dat het volume van de activiteiten in de landen van de Centraal-Europese Vrije Handelsassociatie (Tsjechische en Slovaakse Republiek, Hongarije, Polen en Slovenië) verminderde van 49 % in 1993 en van 46 % in 1994 tot slechts 33 % in 1995. Terzelfdertijd benaderde het aandeel van de landen van de Gemeenschap van Onafhankelijke Staten (GOS) de 40 % met de Russische Federatie die bijna 20 %, de Europese GOS-landen (Wit-Rusland, Oekraïne, Moldavië) die 9,3 %, de Centraal-Aziatische republieken (Armenië, Georgië, Azerbaïdjan, Kazakstan, Ouzbekistan, Kirghizistan, Turkmenistan) die 9,1 %, de Baltische landen die 4,4 % en de overige Oost-Europese landen (Roemenië, Bulgarije, Albanië, Kroatië, Macedonië) die 23,2 % van de verbintenissen verkregen. De geringe verbintenissen ten opzichte van de Centraal-Aziatische landen vloeien tegelijkertijd voort uit het feit dat de Bank haar activiteiten concentreert op de privé-sector en uit het feit dat de ontwikkeling van deze sector zich in deze landen nog in een embryonaal stadium bevindt. Bosnië-Herzegovina en Tadjikistan zijn de twee enige landen die nog geen leningen van de Bank toegekend kregen ingevolge, voor het eerste land, zijn recente aansluiting, en, voor het tweede land, ingevolge de verwarde politiek-militaire toestand die er heerst.

Maar ook al was de progressieve verschuiving van de activiteiten te voorzien, het valt niet te ontkennen dat er nog veel moet gebeuren om tegemoet te komen aan de specifieke noden, die erg reëel zijn, van de verstuurdere landen van de regio. Dat is de reden waarom ik ter gelegenheid van de jaarvergadering van de EBWO in Sofia, in april 1996, de Bank voorgesteld heb om een graduatiebeleid in te voeren dat gebaseerd is op het principe dat een leningsstop slechts ernstig overwogen kan worden wanneer het niet meer mogelijk zal zijn voor de Bank om te voldoen aan de drie basisregels die opgenomen zijn in de Statuten van de bank : beantwoorden aan het additionaliteitscriterium, zich voegen naar de principes van een gezond bankbeleid en de overgang vooruitgang helpen boeken. Zelfs indien de Bank het mogelijk gemaakt heeft voor een aantal landen om een tussenstadium in de overgang te bereiken, moet er nog veel gedaan worden op dit gebied, meer bepaald om het geheel van de instellingen die karakteriserend zijn voor de markteconomie te consolideren. Telkens als de landen een stap dichter zetten naar de overgang, zullen ze verder beroep moeten kunnen doen op de Bank omwille van de kwaliteit van de

également jeter les bases d'une poursuite de la collaboration entre les pays les plus avancés et la Banque dans les domaines où celle-ci a acquis une expertise financière et institutionnelle unique. Enfin, en maintenant un équilibre entre ses opérations dans les pays plus avancés dans la transition; tels que les pays d'Europe centrale, et les autres pays, tels que ceux de la CEI, la Banque évitera une concentration excessive des risques.

La répartition sectorielle des opérations révèle une concentration sur les finances et les services aux entreprises (33,9 % en moyenne), les transports (17,3 %), les télécommunications (11,9 %), l'industrie manufacturière (11,6 %) et l'énergie (10,9 %).

Ses ressources étant limitées, la Banque s'efforce de maximiser son effet catalytique. Pour ce faire, elle recourt à des co-financements avec des banques commerciales (33 % des cas en 1995), des organismes officiels (14 % des cas en 1995), d'autres institutions financières internationales (44 % des cas en 1995) et des organismes de crédit à l'exportation (9 % des cas en 1995). En 1995, avec des engagements pour un montant de 895 millions d'ECU, la Banque a été en mesure de mobiliser des co-financements pour un montant total de 1 865 millions d'ECU.

Pour l'aider à s'acquitter de son mandat opérationnel, la Banque a mis en place un programme de fonds de coopération qui permet le financement des activités de coopération technique. Au 31 décembre 1995, le montant total des ressources au titre de ce programme s'élevait à 347,9 millions ECU dont 312 millions ECU étaient déjà engagés. Ces fonds ont surtout été utilisés pour le financement des activités de conseil (19 %), de préparation de projets (55 %) et de réalisation de projets (18 %). La Fédération de Russie a bénéficié de plus d'un tiers de ces financements. Les principaux secteurs faisant l'objet de ces financements ont été les secteurs des PME (28 %), de l'énergie (13 %), des privatisations (12 %), des finances (11 %), du transport (10 %) et de l'environnement (7 %).

La Belgique participe à ce programme de coopération technique par le biais d'un Fonds fédéral de 30 millions de francs dont un montant d'environ 12 millions de francs a été utilisé pour le financement de cinq projets, d'un fonds de la Région flamande de 400 000 ECU et d'un fonds de la Région wallonne de 15 millions de francs.

Pour obtenir ces résultats et s'acquitter de son rôle de promoteur de la transition, la BERD s'est dotée d'un ensemble de priorités opérationnelles qui ont été approuvées par le Conseil des Gouverneurs en 1994. Il s'agit essentiellement pour la BERD :

raadgevingen die ze kan geven bij het uitvoeren van hun projecten. In dit opzicht zou het graduatiebeleid die de bank moet invoeren eveneens de basis moeten vormen van een voortzetting van de samenwerking tussen de verste gevorderde landen en de Bank op het domein waarop deze een enige financiële en institutionele ervaring opgedaan heeft. Tenslotte, door een evenwicht te behouden tussen de activiteiten in de verste gevorderde landen, zoals de landen van Centraal-Europa, en in de andere landen, zoals deze van de GOS, zal de Bank een overdreven concentratie van de risico's vermijden.

De sectoriële verdeling van de activiteiten geeft een concentratie weer van de financiën en diensten aan de bedrijven (gemiddeld 33,9 %), het vervoer (17,3 %), de telecommunicatie (11,9 %), de industrie van afgewerkte produkten (11,6 %) en de energiesector (10,9 %).

Aangezien haar middelen beperkt zijn, spant de Bank zich in om haar katalytisch effect te maximalizeren. Daartoe gaat ze co-financieringen aan met commerciële banken (33 % van de gevallen in 1995), met officiële instellingen (14 % van de gevallen in 1995), met andere internationale financiële instellingen (44 % van de gevallen in 1995) en exportkredietinstellingen (9 % van de gevallen in 1995). In 1995 is de Bank in staat geweest om met een bedrag van 895 miljoen ECU aan verbintenissen een totaal bedrag van 1 865 miljoen ECU aan cofinancieringen te mobiliseren.

Om haar operationeel mandaat te helpen vervullen, heeft de Bank een programma van coöperatiefondsen opgestart dat de financiering van activiteiten in verband met technische coöperatie mogelijk maakt. Op 31 december 1995 bedroeg het totale bedrag aan middelen voor dit programma 347,9 miljoen ECU waarvan reeds 312 miljoen ECU voor verbintenissen aangewend werden. Deze fondsen werden voornamelijk gebruikt voor de financiering van raadgivende activiteiten (19 %), voor de voorbereiding van projecten (55 %) en voor de verwezenlijking van projecten (18 %). De Russische Federatie kreeg meer dan een derde van deze financieringen toegewezen. De voornaamste sectoren die van deze financieringen genoten hebben zijn de sectoren van de KMO's (28 %), van de energie (13 %), van de privatiseringen (12 %), van de financiën (11 %), van het vervoer (10 %) en van het leefmilieu (7 %).

België neemt deel aan het technisch coöperatieprogramma via een federaal fonds van 30 miljoen frank waarvan ongeveer 12 miljoen frank gebruikt werd voor de financiering van vijf projecten, een fonds van het Vlaams Gewest van 400 000 ECU en een fonds van het Waals Gewest van 15 miljoen frank.

Om deze resultaten te bekomen en om zich te kwijten van haar rol als promotor van de overgang, heeft de EBWO zich een aantal operationele prioriteiten vooropgesteld die door de Raad van Gouverneurs werd goedgekeurd in 1994. Voor de EBWO komt het er in de eerste plaats op aan om :

- de mettre l'accent sur le développement du secteur privé;
- d'être active dans tous les pays d'opérations;
- d'aider les entreprises privées locales, en particuliers les PME;
- de recourir plus largement aux intermédiaires financiers;
- d'accroître les prises de participation.

Ce sont ces priorités opérationnelles qui sont à la base de la stratégie de croissance de la Banque pour 1996-1999. Cette stratégie prévoit que les engagements atteindront 2,5 milliards d'ECU en 1999. Simultanément, la Banque continuera d'accorder une priorité élevée à la qualité des opérations et à la rentabilité.

Pour réaliser les gains de productivité qu'impliquent ces objectifs, la Banque mettra encore davantage l'accent sur l'approche interbancaire en coopération avec des partenaires financiers et industriels. Elle sera ainsi en mesure de répondre plus efficacement aux besoins des entreprises privées locales, en particulier les PME.

La BERD continuera d'axer ses activités sur le secteur privé et s'efforcera de maintenir la proportion des financements accordés au secteur privé au-delà du minimum statutaire de 60 %. Elle travaillera donc avec les PME ainsi qu'avec les entreprises en cours de restructuration ou de conversion en entreprises privées, et elle soutiendra le développement de l'infrastructure privée.

Les prises de participation, y compris les participations de démarrage, conserveront un caractère prioritaire et seront probablement appelées à se développer encore, par suite de l'augmentation de la demande dans les pays d'opérations.

La Banque continuera d'étoffer sa présence locale dans les pays d'opérations, en particulier en vue de faciliter la création, l'exécution et le suivi des projets.

Sur base de cette stratégie à moyen terme, la limite statutaire de prêt qui impose que l'encours total des prêts, des participations et des garanties de la Banque reste inférieur au montant total de son capital souscrit net d'obligations, de ses réserves et de ses excédents risquait d'être dépassée avant la fin de 1997. Or, le respect de cette limite statutaire constitue le garant de la solidité financière de la Banque, qui se procure la plus grande partie de ses moyens sur les marchés des capitaux et qui est donc de ce fait astreinte au respect d'indicateurs financiers. C'est pourquoi le Conseil d'administration a recommandé une augmentation du capital social de la Banque, en invitant tous les pays membres à souscrire en fonction de la part relative qu'ils détenaient dans le capital de départ. De cette manière, la Banque sera en mesure de poursuivre ses opérations au cours des années à venir en se conformant à la stratégie à moyen terme adoptée par le Conseil d'administration.

- het accent te leggen op de ontwikkeling van de privé-sector;
- actief te zijn in alle ontlenende landen;
- de lokale privé-ondernemingen te helpen, in het bijzonder de KMO's;
- meer beroep te doen op de financiële tussenpersonen;
- de participaties op te voeren.

Het zijn deze operationele prioriteiten die aan de basis liggen van de groeistrategie van de Bank voor de jaren 1996-1999. Deze strategie voorziet dat de verbintenissen 2,5 miljard ECU zullen bedragen in 1999. Tegelijkertijd zal de Bank een grote prioriteit blijven verlenen aan de kwaliteit van de activiteiten en aan de rentabiliteit.

Om de productiviteitswinsten te realiseren die deze doelstellingen inhouden zal de Bank meer nog dan vroeger de nadruk leggen op de interbancaire benadering in samenwerking met financiële en industriële partners. Zo zal ze in staat zijn om beter aan de behoeften van de lokale privé-bedrijven, meer bepaald de KMO's, te beantwoorden.

De EBWO zal haar activiteiten blijven toespitsen op de privé-sector en zal zich inspannen om het aandeel van de financieringen toegekend aan de privé-sector boven het statutaire minimum van 60 % te houden. Ze zal dus werken met de KMO's alsook met de ondernemingen die geherstructureerd zijn of naar privé-bedrijven omgebouwd worden, en ze zal de ontwikkeling van de privé infrastructuur ondersteunen.

De participaties, met inbegrip van de participaties bij het opstarten, zullen een prioritair karakter behouden en zullen zich naar alle waarschijnlijkheid nog verder ontwikkelen, als gevolg van de stijgende vraag in de ontlenende landen.

De Bank zal haar lokale aanwezigheid in de ontlenende landen blijven verstevigen, vooral met de bedoeling om het opstarten, het uitvoeren en het opvolgen van de projecten te vergemakkelijken.

Op basis van deze middellange-termijn strategie, dreigde de statutaire grens die oplegt dat het totaal uitstaande bedrag van de leningen, van de deelnemingen en van de waarborgen van de Bank lager moet blijven dan het totale bedrag van haar ingeschreven kapitaal netto de verplichtingen, en van haar reserves en surplus, voor het einde van 1997 te worden overschreden. Welnu, de naleving van die statutaire grens is de waarborg voor de financiële sterke van de Bank, die zich het grootste gedeelte van haar middelen verschafft op de kapitaalmarkten en die daardoor gebonden is aan financiële indicatoren. Daarom heeft de Raad van Bestuur een verhoging aanbevolen van het maatschappelijke kapitaal van de Bank terwijl ze alle Lid-Staten zal verzoeken hierop in te schrijven in functie van het relatieve aandeel dat ze bezitten in het startkapitaal. Aldus zal de Bank in staat zijn tijdens de komende jaren haar activiteiten verder te zetten overeenkomstig de door de Raad van Bestuur goedgekeurde middellange-termijn strategie.

Le Conseil d'administration a recommandé à l'unanimité un doublement du capital pour permettre à la Banque de réaliser ses objectifs opérationnels, et ce durablement et sans avoir besoin de capitaux additionnels dans un avenir prévisible. Eu égard au caractère risqué des opérations que la Banque finance dans le secteur privé, le Conseil d'administration a jugé bon de recommander que la partie libérée du capital soit fixée à 22,5 pour-cent. Néanmoins, pour tenir compte des contraintes budgétaires auxquelles sont confrontés ses pays membres, le Conseil d'administration a aussi recommandé que l'augmentation soit payable en huit tranches égales en ECU, USD ou JPY au lieu des cinq tranches de la souscription initiale.

Le Conseil des Gouverneurs de la Banque a formellement approuvé l'augmentation de capital proposée lors de l'Assemblée annuelle de la Banque qui s'est tenue à Sofia les 15 et 16 avril 1996. Il appartient désormais à chaque pays membre de la Banque de prendre les mesures nécessaires pour accepter la souscription additionnelle qui résulte de l'augmentation du capital.

Le dépôt des instruments de souscription des différents pays membres devra intervenir le 15 avril 1997 au plus tard ou à toute date ultérieure que le Conseil d'administration peut fixer, mais au plus tard le 31 décembre 1997. La date d'entrée en vigueur de l'augmentation du capital est la date à laquelle les souscriptions déposées auront atteint un seuil égal à 50 % de l'augmentation.

Si ce seuil n'est pas atteint au 15 avril 1997, ou à toute date ultérieure fixée par le Conseil d'administration, celui-ci pourra déclarer que les souscriptions déjà effectuées prendront effet immédiatement, à condition que le Conseil d'administration estime qu'une telle mesure est dans l'intérêt des opérations de la Banque et à condition également que le total des instruments de souscription déjà déposés et attendus dans un avenir prévisible permette, de l'avis du Conseil d'administration, d'être suffisamment proche du seuil de 50 %.

Compte tenu des paramètres retenus pour l'augmentation du capital de la BERD, la part de la Belgique s'élèvera à 22 800 parts sociales valant chacune 10 000 ECU soit un total de 228 000 000 ECU. De ce montant, 22,5 %, soit 51,3 millions ECU, devront être libérés en 8 tranches annuelles égales de 6,4125 millions ECU, pour 40 % en espèces et pour 60 % par la remise de bons du Trésor mobilisables sur une période de 5 ans.

Au taux de 38,5 francs belges pour un ECU, la charge budgétaire annuelle pour la Belgique est estimée à 246 886 250 francs belges. Les crédits nécessaires à cet effet devront être inscrits à l'allocation de base 84.21 du Budget du Ministère des Finances pour les années 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004. Il est à noter que ce montant représen-

De Raad van Bestuur heeft unaniem een verdubbeling van het kapitaal aanbevolen om de Bank in de mogelijkheid te stellen haar operationele doelstellingen te verwezenlijken, en dit op een duurzame manier en zonder binnen een afzienbare tijd aanvullend kapitaal nodig te hebben. Gezien het riskante karakter van de activiteiten die de Bank financiert in de privé-sector, heeft de Raad van Bestuur het nuttig geacht om aan te bevelen dat het volgestort gedeelte van het kapitaal op 22,5 procent wordt vastgelegd. Niettemin heeft de Raad van Bestuur, rekening houdend met de budgettaire beperkingen waarmee zijn Lid-Staten worden geconfronteerd, ook aanbevolen dat de verhoging betaalbaar zou zijn in acht gelijke schijven in ECU, USD of JPY in plaats van de vijf schijven van de oorspronkelijke inschrijving.

De Raad van Gouverneurs van de Bank heeft de kapitaalsverhoging die voorgesteld werd op de Jaarvergadering van de Bank die gehouden werd op 15 en 16 april 1996 in Sofia formeel goedgekeurd. Nu komt het aan elk land dat lid is van de Bank toe om de nodige maatregelen te treffen om de bijkomende inschrijving, die voortvloeit uit de kapitaalsverhoging, te aanvaarden.

De inschrijvingsinstrumenten van de verschillende Lid-Staten zullen uiterlijk op 15 april 1997 of op elke later edatum die de Raad van Bestuur kan bepalen, maar uiterlijk op 31 december 1997 moeten worden ingediend. De datum van inwerkingtreding van de kapitaalsverhoging is de datum waarop de ingediende inschrijvingen de drempel van 50 % van de verhoging bereikt zal hebben.

Indien die drempel niet wordt bereikt tegen 15 april 1997 of elke latere datum die door de Raad van Bestuur is bepaald, kan deze verklaren dat de reeds uitgevoerde inschrijvingen onmiddellijk uitwerking hebben, op voorwaarde dat de Raad van Bestuur meent dat deze maatregel in het belang is van de activiteiten van de Bank en eveneens op voorwaarde dat het totaal van de inschrijvingsinstrumenten die reeds zijn ingediend en die binnen afzienbare tijd worden verwacht, volgens het oordeel van de Raad van Bestuur, de drempel van 50 % voldoende dicht kan benaderen.

Rekening houdend met de parameters weerhouden voor de kapitaalsverhoging van de EBWO, zal het aandeel van België 22 800 maatschappelijke aandelen bedragen met elk een waarde van 10 000 ECU hetzij in totaal 228 000 000 ECU. Van dit bedrag moet 22,5 %, hetzij 51,3 miljoen ECU volgestort worden in 8 gelijke jaarlijkse schijven van 6,4125 miljoen ECU, voor 40 % in speciën en voor 60 % door afgifte van Schatkistbons die over een periode van 5 jaar kunnen worden vrijgemaakt.

Aan een wisselkoers van 38,5 Belgische frank voor 1 ECU, wordt de jaarlijkse budgettaire last voor België geraamd op 246 886 250 frank. De daartoe noodzakelijke kredieten zullen moeten worden ingeschreven op basisallocatie 84.21 van de Begroting van het Ministerie van Financiën voor de jaren 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 en 2004. Er dient te

te une diminution importante de la charge budgétaire qui avait découlé pour notre pays de sa souscription initiale au capital de la BERD. Cette charge annuelle a, entre 1991 et 1995 fluctué entre 578,4 et 526,1 millions de francs.

En approuvant l'augmentation du capital proposée, les Gouverneurs de la BERD ont affirmé leur confiance dans une institution qui a veillé au respect des mandats qui lui avaient été confiés tout en appliquant les principes de saine gestion bancaire, en veillant à ce que son assistance ait un caractère complémentaire (principe d'additionnalité) et en maximisant son impact sur la transition. Au cours des prochaines années ses activités continueront à se diversifier. Son rôle dans les pays les plus avancés sur la voie des réformes sera déterminant dans leur adhésion à l'Union Européenne. En cela aussi elle mérite notre soutien.

C'est pourquoi nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir approuver le présent Projet de Loi.

*Le Ministre des Finances,*

Ph. MAYSTADT

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

E. DERYCKE

worden opgemerkt dat dit bedrag een belangrijke vermindering is van de budgettaire last die voor België voortvloeide uit de oospronkelijke inschrijving op het kapitaal van de EBWO. Deze jaarlijkse last schommelde tussen 1991 en 1995 tussen 578,4 en 526,1 miljoen frank.

Door de voorgestelde kapitaalsverhoging goed te keuren hebben de Gouverneurs van de EBWO hun vertrouwen bevestigd in een instelling die gelet heeft op de mandaten die haar werden toevertrouwd terwijl ze de principes van gezond bankbeheer toepast, erop let dat haar bijstand een complementair karakter heeft (additionaliteitsprincipe) en haar impact op de overgang maximaliseert. In de loop van de volgende jaren zal ze nieuwe activiteiten ontplooien. Haar rol in de landen die het verst gevorderd zijn in hun hervormingen zal bepalend zijn voor hun toetreding tot de Europese Unie. Ook hiervoor verdient ze onze steun.

Daarom vragen wij U, Dames en Heren, het U voorgelegde Wetsontwerp te willen goedkeuren.

*De Minister van Financiën,*

Ph. MAYSTADT

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

E. DERYCKE

**AVANT-PROJET DE LOI**

**soumis à l'avis du Conseil d'Etat**

**Avant-projet de loi relatif à la participation de la Belgique à la première augmentation générale du capital de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement**

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2**

Le Roi est autorisé à porter la souscription de la Belgique au capital-actions de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement de 228 à 456 millions ECU, conformément à la Résolution n° 59 relative à l'augmentation du capital social autorisé et souscriptions correspondantes, adoptée par le Conseil des Gouverneurs de la Banque le 15 avril 1996.

**VOORONTWERP VAN WET**

**onderworpen aan het advies van de Raad van State**

**Voorontwerp van wet betreffende de deelneming van België aan de eerste algemene verhoging van het kapitaal van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling**

**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2**

De Koning is gemachtigd om de inschrijving van België op het aandelenkapitaal van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling te verhogen van 228 tot 456 miljoen ECU, overeenkomstig de Resolutie n° 59 betreffende de verhoging van het toegelaten maatschappelijk kapitaal en de inschrijvingen daarop, aangenomen door de Raad van Gouverneurs van de Bank op 15 april 1996.

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 27 septembre 1996, d'une demande d'avis sur un projet de loi « relative à la participation de la Belgique à la première augmentation générale du capital de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement », a donné le 21 octobre 1996 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observations.

La chambre était composée de

MM. :

J.-J. STRYCKMANS, *président de chambre*;  
 Y. BOUCQUEY,  
 Y. KREINS, *conseillers d'Etat*;  
 J. DE GAVRE,  
 P. GOTHOT, *assesseurs de la section de législation*;

Mme :

J. GIELISSEN, *greffier*.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

*Le Greffier,*

J. GIELISSEN

*Le Président,*

J.-J. STRYCKMANS

**ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE**

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 september 1996 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « betreffende de deelneming van België aan de eerste algemene verhoging van het kapitaal van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling », heeft op 21 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit

HH. :

J.-J. STRYCKMANS, *voorzitter*;  
 Y. BOUCQUEY,  
 Y. KREINS, *staatsraden*;  
 J. DE GAVRE,  
 P. GOTHOT, *assessoren van de afdeling wetgeving*;

Mevr. :

J. GIELISSEN, *griffier*.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. STRYCKMANS.

*De Griffier,*

J. GIELISSEN

*De Voorzitter,*

J.-J. STRYCKMANS

## PROJET DE LOI

ALBERT II, ROI DES BELGES

*A tous, présents et à venir,  
SALUT.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances  
et de Notre Ministre des Affaires étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des  
Affaires étrangères sont chargés de présenter en  
Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi  
dont la teneur suit :

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78  
de la Constitution.

### Art. 2

Le Roi est autorisé à porter la souscription de la  
Belgique au capital-actions de la Banque Européenne  
pour la Reconstruction et le Développement de 228 à  
456 millions ECU, conformément à la Résolution n° 59  
relative à l'augmentation du capital social autorisé et  
souscriptions correspondantes, adoptée par le Conseil  
des Gouverneurs de la Banque le 15 avril 1996.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 1996.

**ALBERT**

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances,*

Ph. MAYSTADT

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

E. DERYCKE

## WETSONTWERP

ALBERT II, KONING DER BELGEN

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,  
ONZE GROET.*

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën  
en Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën en Onze Minister van  
Buitenlandse Zaken zijn gelast in Onze Naam bij de  
wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen,  
waarvan de tekst volgt :

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald  
in artikel 78 van de Grondwet.

### Art. 2

De Koning is gemachtigd om de inschrijving van  
België op het aandelenkapitaal van de Europese Bank  
voor Wederopbouw en Ontwikkeling te verhogen van  
228 tot 456 miljoen ECU, overeenkomstig de Resolu-  
tie nr 59 betreffende de verhoging van het toegelaten  
maatschappelijk kapitaal en de inschrijvingen daar-  
op, aangenomen door de Raad van Gouverneurs van  
de Bank op 15 april 1996.

Gegeven te Brussel, 2 december 1996.

**ALBERT**

VAN KONINGSWEGE :

*De Minister van Financiën,*

Ph. MAYSTADT

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

E. DERYCKE

## ANNEXE

## RESOLUTION N° 59

*Augmentation du capital social autorisé et des souscriptions au capital*

## LE CONSEIL DES GOUVERNEURS,

Considérant :

Que le Conseil d'administration de la Banque, ayant entrepris une étude des besoins futurs de ressources de la Banque conformément à la Résolution n° 50 du Conseil des gouverneurs, a présenté un Rapport à ce sujet au Conseil des gouverneurs;

Que, ayant examiné ledit Rapport et ses annexes et pièces jointes, il fait pleinement siennes les constatations et recommandations qui y sont exprimées et a conclu qu'il était nécessaire de procéder à une augmentation du capital social autorisé de la Banque;

Que le Conseil d'administration a proposé que chaque membre et chaque membre potentiel, conformément à la Résolution n° 30 du Conseil des gouverneurs, soit admis, à certaines conditions, à souscrire des actions du capital nouvellement autorisé, en proportion du nombre total d'actions déjà souscrites ou, dans le cas des membres potentiels, en proportion du nombre d'actions qu'il peut être admis à souscrire en application de la Résolution n° 30 du Conseil des gouverneurs;

Décide :

Il est procédé à une augmentation du capital social autorisé de la Banque et les actions supplémentaires résultant de ladite augmentation sont offertes aux fins de souscription aux conditions ci-après :

## 1. Augmentation du capital social autorisé

a) Il est procédé, à la date d'entrée en vigueur telle qu'elle est définie au paragraphe 4 (a) de la présente Résolution, à une augmentation du capital social autorisé de la Banque de 1 000 000 actions, chacune d'une valeur au pair de 10 000 écus.

b) Sur les actions autorisées en application de la présente Résolution, un nombre entier d'actions à concurrence de 100 % au plus des actions détenues par chaque membre immédiatement avant la date d'entrée en vigueur, ou des actions que chaque membre potentiel peut être admis à souscrire en application de la Résolution n° 30 du Conseil des gouverneurs, est offert aux fins de souscription auxdits membres et membres potentiels, conformément au paragraphe 2 de la présente Résolution.

c) Les actions autorisées en vertu de la présente Résolution qui n'ont pas été souscrites conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente Résolution sont réservées aux souscriptions initiales des nouveaux membres et aux augmentations exceptionnelles de la souscription de membres particuliers, selon ce qu'en décidera le Conseil des gouverneurs en application des paragraphes 2 et 4 de l'Article 5 de l'Accord portant création de la Banque.

## 2. Souscriptions

a) Tout membre et membre potentiel visé au paragraphe 1 (b) ci-dessus est admis à souscrire, au pair, un nombre entier d'actions à concurrence de 100 % au plus des actions détenues par ledit membre immédiatement avant la date d'entrée en vigueur, ou de 100 % des actions que tout membre potentiel pourra être admis à souscrire. Chaque souscription est effectuée aux condi-

## BIJLAGE

## RESOLUTIE N° 59

*Verhoging van het toegelaten maatschappelijk kapitaal en inschrijvingen op het kapitaal*

## DE RAAD VAN GOUVERNEURS,

Overwegende :

Dat de Raad van Bestuur van de Bank, na een studie van de toekomstige vereiste middelen van de Bank te hebben gemaakt overeenkomstig de door de Raad van Gouverneurs aangenomen Resolutie n° 50, en daarover een Verslag heeft voorgelegd aan de Raad van Gouverneurs;

Dat de Raad van Gouverneurs, na dat verslag te hebben onderzocht, volledig akkoord gaat met de bevindingen en aanbevelingen die erin beschreven staan en tot de conclusie gekomen is dat het noodzakelijk is om over te gaan tot een verhoging van het toegelaten maatschappelijk kapitaal;

Dat de Raad van Bestuur voorgesteld heeft dat elk lid en elk toekomstig lid, overeenkomstig Resolutie n° 30 aangenomen door de Raad van Gouverneurs, gemachtigd zou worden om onder bepaalde voorwaarden in te schrijven op aandelen van het nieuw gemachtigd aandelenkapitaal in verhouding tot het totaal aantal aandelen waarop dat lid heeft ingeschreven of, in het geval van de toekomstige leden, in verhouding tot het aantal aandelen waarop zij gemachtigd zijn in te schrijven overeenkomstig Resolutie n° 30 van de Raad van Gouverneurs;

Besluit :

Dat er overgegaan wordt tot een verhoging van het toegelaten maatschappelijk kapitaal en dat de bijkomende aandelen van het aldus verhoogde kapitaal voor inschrijving beschikbaar worden gesteld volgens de hierna vermelde voorwaarden :

## 1. Verhoging van het toegelaten maatschappelijk kapitaal

a) Er wordt overgegaan op de in paragraaf 4 (a) van deze Resolutie bepaalde datum van inwerkingtreding tot een verhoging van het toegelaten maatschappelijk kapitaal met 1 000 000 aandelen, elk met een pari-waarde van 10 000 ECU.

b) Van de aandelen waarvan de uitgifte bij deze Resolutie wordt toegestaan, wordt een totaal aantal aandelen ten belope van, maar niet hoger dan 100 % van de aandelen waarop door elk lid ingeschreven op een datum die onmiddellijk aan de datum van inwerkingtreding voorafgaat, of van de aandelen waarop elk toekomstig lid kan inschrijven overeenkomstig Resolutie n° 30 van de Raad van Gouverneurs, voor inschrijving door de bovengenoemde leden of toekomstige leden beschikbaar gesteld overeenkomstig paragraaf 2 van deze Resolutie.

c) De aandelen waarvan de uitgifte bij deze Resolutie wordt toegestaan, waarop niet werd ingeschreven overeenkomstig paragraaf 2 van deze Resolutie, zijn bestemd voor de eerste inschrijvingen van de nieuwe leden en voor de uitzonderlijke verhogingen van de inschrijving van bijzondere leden, zoals door de Raad van Gouverneurs zal worden beslist overeenkomstig paragrafen 2 en 4 van Artikel 5 van het Akkoord over de oprichting van de Bank.

## 2. Inschrijvingen

a) Elk lid of toekomstig lid bedoeld onder paragraaf 1 (b) hierboven wordt toegestaan om *a pari* in te schrijven op een totaal aantal aandelen ten belope van, maar niet hoger dan 100 % van de aandelen waarop door voornoemd lid werd ingeschreven op een datum die onmiddellijk de datum van inwerkingtreding voorafgaat of ten belope van 100 % van de aandelen waarop elk toekom-

tions énoncées dans la présente Résolution et, en tout état de cause, comprend des actions libérées et des actions sujettes à appel, selon les proportions suivantes : 22,5 % (ou le pourcentage le plus proche possible) des actions souscrites représentent un nombre entier d'actions libérées et le solde représente les actions sujettes à appel.

b) Tout membre ou membre potentiel visé au paragraphe 1 (b) ci-dessus, désireux de souscrire des actions en application de la présente Résolution, remet à la Banque les pièces ci-après, sous une forme jugée acceptable par la Banque :

i) un instrument de souscription en vertu duquel le membre souscrit le nombre d'actions libérées et sujettes à appel stipulé dans ledit instrument;

ii) une attestation suivant laquelle le membre a dûment entrepris toutes les démarches législatives et autres démarches d'ordre interne voulues pour effectuer ladite souscription; et

iii) une déclaration selon laquelle le membre s'engage à fournir toute information que la Banque pourrait demander concernant lesdites démarches.

Lesdites pièces sont remises le 15 avril 1997 au plus tard ou à toute date ultérieure que le Conseil d'administration peut fixer, mais au plus tard le 31 décembre 1997.

c) Chaque instrument de souscription entre en vigueur et la souscription effectuée selon ledit instrument est réputée avoir été faite à la dernière des deux dates suivantes : la date d'entrée en vigueur ou la date à laquelle la Banque notifie au membre intéressé que les pièces remises par ledit membre en application du paragraphe 2 (b) de la présente Résolution sont jugées satisfaisantes par la Banque.

d) Si des pièces jugées satisfaisantes par la Banque concernant la souscription du nombre total d'actions stipulé au paragraphe 4 (a) de la présente Résolution n'ont pas été déposées à la Banque à la Date d'entrée en vigueur, le Conseil d'administration peut, à sa discrétion, déclarer que les instruments de souscription déjà déposés par les membres et les souscriptions effectuées au titre desdits instruments prennent effet immédiatement, nonobstant toute autre disposition de la résolution, à condition que le Conseil d'administration estime qu'une telle mesure est dans l'intérêt des opérations de la Banque et à condition également que le total des instruments de souscription déjà déposés et attendus dans un avenir prévisible soit, de l'avis du Conseil d'administration, suffisamment proche du nombre total d'actions stipulé au paragraphe 4 (a).

e) Nonobstant toute autre disposition de la présente Résolution, aucun membre potentiel visé au paragraphe 1 (b) ci-dessus n'est admis à souscrire des actions en application de la présente Résolution tant que ledit membre potentiel n'est pas devenu membre de la Banque conformément à la Résolution n° 30 et à toute autre Résolution ou Résolutions applicables du Conseil des gouverneurs.

### 3. Paiement des actions libérées

a) Le paiement des actions libérées souscrites en application de la présente Résolution s'effectue en huit versements annuels égaux. Le premier versement est effectué le 15 avril 1998 au plus tard, et le reste des versements est effectué au plus tard à la date anniversaire du premier versement. Il est entendu toutefois que tout membre peut, après avoir consulté la Banque, effectuer des versements à des conditions plus favorables pour la Banque que les conditions visées dans les dispositions ci-dessus du présent paragraphe.

b) Soixante (60) % de chaque versement peut être réglé par un membre souscrivant en billets à ordre ou autre titre de créance émis par ledit membre et libellés en écus, en dollars des Etats-Unis ou en yen japonais. Lesdits billets ou titres de créance ne sont pas négociables et ne portent pas intérêt. Ils peuvent être encaissés à la demande par la Banque à leur valeur nominale en tranches annuelles égales, selon le programme d'encaissement établi par le Conseil d'administration.

c) Toute obligation de paiement d'un membre au titre des actions souscrites en application de la présente Résolution est réglée en écus, en dollars des Etats-Unis, ou en yen japonais, sur la

stig lid zal kunnen inschrijven. Iedere dergelijke inschrijving gebeurt volgens de in deze Resolutie bepaalde voorwaarden en omvat in ieder geval volgestorte en opvraagbare aandelen in zo een verhouding dat 22,5 % (of een percentage daar zo dicht mogelijk bij) van de aandelen waarop werd ingeschreven, een aantal volgestorte aandelen en het saldo uit opvraagbare aandelen is samengesteld.

b) Elk lid of toekomstig lid bedoeld onder paragraaf 1 (b) hierboven dat overeenkomstig deze Resolutie verlangt om in te schrijven op de aandelen, legt bij de Bank de volgende documenten in een door de Bank aanvaardbare vorm neer :

i) een document van inschrijving waarbij het lid inschrijft op het in dit document vermeld aantal volgestorte en opvraagbare aandelen;

ii) een attest dat het lid alle passende wetgevende en andere veriste interne maatregelen heeft genomen welke nodig zijn om de vermelde inschrijving uit te voeren; en

iii) een verklaring waarin het lid zich ertoe verbindt om elke informatie te verstrekken die de Bank zou kunnen vragen in dat verband.

Deze documenten worden niet later dan op 15 april 1997 neergelegd of op iedere latere datum die de Raad van Bestuur kan bepalen, maar ten laatste op 31 december 1997.

c) Ieder document van inschrijving heeft uitwerking en de uitgevoerde inschrijving volgens genoemd document wordt geacht te zijn gedaan op de laatste van de twee volgende data : de datum van de inwerkingtreding of de datum waarop de bank aan het desbetreffend lid bericht dat de door vermeld lid overeenkomstig paragraaf 2 (b) van deze Resolutie neergelegde documenten voedende schenken aan de bank.

d) Indien de documenten betreffende de inschrijving op het totaal aantal aandelen vermeld in paragraaf 4 (a) van deze Resolutie en die vodoening schenken aan de Bank niet afgeleverd werden aan de Bank op de datum van inwerkingtreding, kan de Raad van Bestuur naar believen verklaren dat de documenten van inschrijving die reeds afgeleverd werden door de leden en de inschrijvingen uitgevoerd in overeenstemming met vermelde documenten direct van kracht zijn niettegenstaande elke andere bepaling van de Resolutie, op voorwaarde dat de Raad van Bestuur acht dat een dergelijke maatregel in het belang is van de verrichtingen van de Bank en eveneens op voorwaarde dat het totaal aantal reeds ingediende alsmede de binnen een voorzienbare toekomst verwachte documenten van inschrijving, volgens het advies van de Raad van Bestuur, het totaal aantal aandelen vermeld in paragraaf 4 (a) voldoende benadert.

e) Niettegenstaande elke andere bepaling van deze Resolutie, wordt geen enkel toekomstig lid waarvan sprake in paragraaf 1 (b) hierboven gemachtigd in te schrijven op aandelen bij toepassing van deze Resolutie zolang het vermeld toekomstig lid geen lid is geworden van de Bank overeenkomstig Resolutie n° 30 en elke andere uitvoerbare Resolutie of Resoluties van de Raad van Gouverneurs.

### 3. Betaling van de volgestorte aandelen

a) De betaling van de volgestorte aandelen waarop overeenkomstig deze Resolutie werd ingeschreven wordt uitgevoerd in acht gelijke jaarlijkse termijnen. De eerste storting wordt uitgevoerd uiterlijk 15 april 1998, en de rest van de stortingen ten laatste op de verjaardagsdatum van de eerste storting. Er wordt nochtans verondersteld dat elk lid, na de Bank geraadpleegd te hebben, stortingen kan uitvoeren tegen voor de Bank gunstiger voorwaarden dan de voorwaarden die zijn gesteld in de hierboven vermelde bepalingen van deze paragraaf.

b) Zestig (60) % van elke storting kan door een inschrijvend lid verricht worden door orderbriefjes of andere verbintenissen uitgegeven door het desbetreffend lid en uitgedrukt in ECU, USD of JPY. Deze briefjes of verbintenissen zijn niet verhandelbaar en brengen geen intrest op. Op verzoek van de Bank zijn ze inbaar voor hun nominale waarde in gelijke jaarlijkse termijnen volgens het inningsprogramme opgesteld door de Raad van Bestuur.

c) Elke betalingsverplichting van een lid ten aanzien van de aandelen waarop werd ingeschreven ingevolge deze Resolutie wordt vereffend in ECU, USD of in YJP, op basis van de gemiddel-

base du taux de change moyen en écus de la monnaie considérée pendant la période allant du 16 octobre 1995 au 15 avril 1996 compris.

#### 4. Entrée en vigueur et autres dispositions

a) Aux fins de la présente Résolution, la Date d'entrée en vigueur est la date, tombant le 15 avril 1997 au plus tard ou à toute date ultérieure que le Conseil d'administration pourra déterminer, mais au plus tard le 31 décembre 1997, à laquelle des pièces jugées satisfaisantes par la Banque ont été déposées en application du paragraphe 2 (b) de la présente Résolution concernant la souscription d'un nombre total d'actions au moins égal à 494 188 actions.

b) Sous réserve des dispositions de la présente Résolution, les dispositions de l'Accord portant création de la Banque s'appliquent, toutes choses étant égales par ailleurs, à l'augmentation du capital social autorisé et aux souscriptions et versements effectués conformément à la présente Résolution, au même titre que si les nouvelles actions faisaient partie du capital social initial de la Banque et que si lesdites souscriptions et lesdits paiements étaient des souscriptions initiales et des paiements effectués au titre desdites actions.

(Adoptée le 15 avril 1996).

de wisselkoers in ECU van de desbetreffende valuta gedurende de periode gaande van 16 oktober 1995 tot 15 april 1996 inbegrepen.

#### 4. Inwerkingtreding en andere bepalingen

a) Voor de doeleinden van deze Resolutie is de datum van inwerkingtreding de datum, die ten laatste op 15 april 1997 valt of op iedere latere datum die de Raad van Bestuur zal kunnen bepalen, maar ten laatste op 31 december 1997, waarop de door de Bank aanvaardbare documenten neergelegd werden bij toepassing van paragraaf 2 (b) van deze Resolutie betreffende de inschrijving van een totaal aantal aandelen ten minste gelijk aan 494 188 aandelen.

b) Onder voorbehoud van de bepalingen van deze Resolutie zijn de bepalingen van het Akkoord betreffende de oprichting van de Bank van toepassing, indien alle andere factoren gelijk blijven, op de verhoging van het toegelaten maatschappelijk kapitaal en op de inschrijvingen en stortingen uitgevoerd overeenkomstig deze Resolutie, op dezelfde manier alsof de nieuwe aandelen een deel waren van het oorspronkelijk maatschappelijk kapitaal van de Bank en alsof die inschrijvingen en betalingen oorspronkelijke inschrijvingen en betalingen waren betreffende bovenvermelde aandelen.

(Aangenomen op 15 april 1996).

Répartition des actions entre les membres

Verdeling van de aandelen tussen de leden

Membres	Total des actions	Actions libérées	Actions appelables	Leden
	Totaal aandelen	Paid-in aandelen	Oprvraagbare aandelen	
<b>Membres de l'Union Européenne.</b>				
Autriche .....	22 800	5 130	17 670	Oostenrijk.
Belgique .....	22 800	5 130	17 670	België.
Danemark .....	12 000	2 700	9 300	Denemarken.
Finlande .....	12 500	2 813	9 688	Finland.
France .....	85 175	19 164	66 011	Frankrijk.
Allemagne .....	85 175	19 164	66 011	Duitsland.
Grèce .....	6 500	1 463	5 038	Griekenland.
Irlande .....	3 000	675	2 325	Ierland.
Italie .....	85 175	19 164	66 011	Italië.
Luxembourg .....	2 000	450	1 550	Luxemburg.
Pays-Bas .....	24 800	5 580	19 220	Nederland.
Portugal .....	4 200	945	3 255	Portugal.
Espagne .....	34 000	7 650	26 350	Spanje.
Suède .....	22 800	5 130	17 670	Zweden.
Royaume-Uni .....	85 175	19 164	66 011	Verenigd Koninkrijk.
Union Européenne .....	30 000	6 750	23 250	Europese Unie.
Banque Européenne d'Investissement.	30 000	6 750	23 250	Europese Investeringsbank.
<b>Autres pays européens.</b>				
Chypre .....	1 000	225	775	Cyprus.
Islande .....	1 000	225	775	IJsland.
Israël .....	6 500	1 463	5 038	Israël.
Liechtenstein .....	200	45	155	Liechtenstein.
Malte .....	100	23	78	Malta.
Norvège .....	12 500	2 813	9 688	Noorwegen.
Suisse .....	22 800	5 130	17 670	Zwitserland.
Turquie .....	11 500	2 588	8 913	Turkije.
<b>Pays d'opérations.</b>				
Albanie .....	1 000	225	775	Albanië.
Arménie .....	500	113	388	Armenië.
Azerbaïdjan .....	1 000	225	775	Azerbaïdjan.
Bélarus .....	2 000	450	1 550	Wit-Rusland.
Bosnie-Herzégovine .....	1 690	380	1 310	Bosnië-Herzegovina.
Bulgarie .....	7 900	1 778	6 123	Bulgarije.
Croatie .....	3 646	820	2 826	Kroatië.
République tchèque .....	8 533	1 920	6 613	Tsjechië.
Estonie .....	1 000	225	775	Estland.
ERY de Macédoine .....	691	155	536	EJR van Macedonië.
Géorgie .....	1 000	225	775	Georgië.
Hongrie .....	7 900	1 778	6 123	Hongarije.
Kazakstan .....	2 300	518	1 783	Kazakstan.
Kirghizistan .....	1 000	225	775	Kyrgyzstan.
Lettonie .....	1 000	225	775	Letland.
Lituanie .....	1 000	225	775	Litouwen.
Moldavie .....	1 000	225	775	Moldavië.
Pologne .....	12 800	2 880	9 920	Polen.
Roumanie .....	4 800	1 080	3 720	Roemenië.
Fédération de Russie .....	40 000	9 000	31 000	Russische Federatie.
République slovaque .....	4 267	960	3 307	Slovakije.
Slovénie .....	2 098	472	1 626	Slovenië.
Tadjikistan .....	1 000	225	775	Tadzhikistan.
Turkménistan .....	100	23	78	Turkmenistan.
Ukraine .....	8 000	1 800	6 200	Oekraïne.
Ouzbékistan .....	2 100	473	1 628	Oezbekistan.
Actions non allouées réservées aux pays ayant fait partie de la Yougoslavie	4 675	1 052	3 623	Aandelen voorbehouden voor de voormalige landen van Joegoslavië.
<b>Pay non européens.</b>				
Australie .....	10 000	2 250	7 750	Australië.
Canada .....	34 000	7 650	26 350	Canada.
Egypte .....	1 000	225	775	Egypte.
Japon .....	85 175	19 164	66 011	Japan.
République de Corée .....	6 500	1 463	5 038	Korea.
Mexique .....	3 000	675	2 325	Mexico.
Maroc .....	1 000	225	775	Marokko.
Nouvelle-Zélande .....	1 000	225	775	Nieuw-Zeeland.
Etats-Unis d'Amérique .....	100 000	22 500	77 500	Verenigde Staten.
Actions non allouées .....	11 625	2 616	9 009	Niet toegekende aandelen.
<b>TOTAL .....</b>	<b>1 000 000</b>	<b>225 000</b>	<b>775 000</b>	<b>TOTAAL.</b>